

Déclaration de situation pour les prestations familiales et les aides au logement

2

Situation familiale

Vous vivez en couple

Vous vivez en couple sans être marié ni pacsé depuis le | | | | |
 Vous êtes marié depuis le | | | | |
 Vous êtes pacsé depuis le | | | | |
 Vous avez repris la vie commune depuis le | | | | |

Vous vivez seul(e)

Vous êtes célibataire
 Vous êtes divorcé depuis le | | | | |
 Vous êtes séparé légalement (séparation sans divorce avec intervention du juge) depuis le | | | | |
 Vous êtes séparé sans intervention du juge ou avez rompu votre pacs depuis le | | | | |
 Vous êtes veuf ou veuve depuis le | | | | |

Parents séparés

• Si l'autre parent d'un de vos enfants est dans une ou plusieurs des situations suivantes, cochez la(les) case(s) correspondante(s) :

il réside dans un des Etats de l'UE, EEE* (hors France) ou en Suisse
 il travaille pour un employeur dont le siège est situé dans l'un de ces pays
 il perçoit une pension (retraite, invalidité), ou une indemnisation (maladie, chômage) de l'un de ces pays

• Une pension alimentaire est-elle fixée et/ou versée pour vos enfants par l'autre parent ? oui non

* Cf liste des pays en page 4

Enfants à votre charge et autres personnes de votre foyer

Si besoin, vous pouvez déclarer d'autres enfants ou personnes sur papier libre à joindre à ce formulaire.

Nom et prénoms <small>(dans l'ordre de l'état civil)</small>	Date et lieu ou pays de naissance	Date d'arrivée au foyer et lien de parenté <small>(Fille, fils, nièce, neveu, enfant recueilli, parent, aucun lien...)</small>	Situation actuelle <small>(Scolarité, apprentissage, activité professionnelle...*)</small>	Enfant résident à l'étranger	Enfant en résidence alternée**
1.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
5.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

* Si l'enfant est salarié ou apprenti, précisez son dernier salaire net mensuel.

** En cas de séparation et de résidence alternée d'un ou plusieurs de vos enfants entre votre domicile et celui de l'autre parent, vous pouvez demander le partage des allocations familiales. Téléchargez le *formulaire «Enfant(s) en résidence alternée - Déclaration et choix des parents»* sur caf.fr ou msa.fr ou demandez-le à votre Caf ou MSA.

Si vous êtes âgé(e) de moins de 25 ans ou si votre conjoint(e), concubin(e) ou pacsé(e) est âgé(e) de moins de 25 ans

Si vous demandez des prestations, vos parents et/ou ceux de votre conjoint ne pourront plus bénéficier des prestations qu'ils perçoivent pour vous en tant qu'enfant à leur charge.

	■ Parents de l'allocataire <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	■ Parents du conjoint, concubin ou pacsé <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non
L'un de vos parents perçoit-ils pour vous des prestations familiales, Apl, Rsa...?		
Si oui , Nom du parent allocataire :		
Prénoms :		
Adresse :		
Code postal et commune :		
Organisme de prestations familiales :		
Numéro d'allocataire (s'il en possède un) : ...		
Numéro de sécurité sociale :		

Emplacement réservé à la Caf

Date demande : 21/10/2017



Déclaration de situation pour les prestations familiales et les aides au logement

3

Situation(s) professionnelle(s) actuelle(s)

	■ Allocataire	■ Conjoint(e), concubin(e) ou pacsé(e)
■ Salarié (y compris en préretraite progressive)	<input type="checkbox"/> depuis le <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>	<input type="checkbox"/> depuis le <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>
Nature du contrat (Cdd, Cdi, intérim, etc.)
■ Apprenti	<input type="checkbox"/> depuis le <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> fin le : <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>	<input type="checkbox"/> depuis le <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> fin le : <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>
■ Stagiaire de la formation professionnelle	<input type="checkbox"/> depuis le <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>	<input type="checkbox"/> depuis le <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>
■ Travailleur indépendant ou employeur	<input type="checkbox"/> depuis le <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>	<input type="checkbox"/> depuis le <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>
■ Non salarié agricole	<input type="checkbox"/> depuis le <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>	<input type="checkbox"/> depuis le <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>
■ Auto-entrepreneur	<input type="checkbox"/> depuis le <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>	<input type="checkbox"/> depuis le <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>
■ Conjoint collaborateur	<input type="checkbox"/> depuis le <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>	<input type="checkbox"/> depuis le <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>
Pour toutes ces situations, précisez :		
S'il y a lieu, le nom de l'employeur ou de l'organisme		
de formation et son adresse :		
Vous ou votre employeur cotisez en France :		
	<input type="checkbox"/> à l'Urssaf <input type="checkbox"/> à la Msa (régime agricole)	<input type="checkbox"/> à l'Urssaf <input type="checkbox"/> à la Msa (régime agricole)
	<input type="checkbox"/> autre régime, lequel ?	<input type="checkbox"/> autre régime, lequel ?
	<input type="checkbox"/> précisez le pays :	<input type="checkbox"/> précisez le pays :
à l'étranger :		
■ Chômeur (indemnisé ou non)	<input type="checkbox"/> depuis le <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>	<input type="checkbox"/> depuis le <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>
Si indemnisé, précisez l'organisme
S'agit-il de chômage partiel?	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non
■ Retraité, pensionné (y compris en préretraite totale)	<input type="checkbox"/> depuis le <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>	<input type="checkbox"/> depuis le <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>
De quel(s) régime(s) percevez-vous une pension?
■ En Maladie	<input type="checkbox"/> depuis le <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>	<input type="checkbox"/> depuis le <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>
■ Autre cas (congé maternité, congé parental, hospitalisation, détention sauf régime de semi-liberté, longue maladie, etc.) :	<input type="checkbox"/> depuis le <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> Précisez la situation :	<input type="checkbox"/> depuis le <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> Précisez la situation :
Nom et adresse de l'établissement en cas d'hospitalisation ou de détention :
Si pour une de ces situations, les indemnités ou pensions sont versées par un pays étranger :		
	Nom de l'organisme et pays :	Nom de l'organisme et pays :
■ Etudiant	<input type="checkbox"/> depuis le <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>	<input type="checkbox"/> depuis le <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>
■ Sans activité professionnelle	<input type="checkbox"/> depuis le <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="checkbox"/> depuis toujours	<input type="checkbox"/> depuis le <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="checkbox"/> depuis toujours

Déclaration sur l'honneur

Je certifie sur l'honneur l'exactitude de cette déclaration et des documents joints.

Fait à : Le :

Si le signataire est un représentant de l'allocataire, précisez ci-dessous ses nom, prénom, qualité et adresse :

.....
.....

Signature de l'allocataire ou de son représentant

Vous avez l'obligation de signaler immédiatement tout changement modifiant cette déclaration.

La Caf/MSA vérifie l'exactitude des déclarations (Article L. 114-19 du code de la Sécurité sociale). La loi punit quiconque se rend coupable de fraude ou de fausse déclaration (Articles L. 114-9 - dépôt de plainte de la Caisse pouvant aboutir à : travail d'intérêt général, amende ou peine de prison, L. 114-13 - amende, L. 114-17 du code de la Sécurité sociale - prononcé de pénalités).

La loi 78-17 du 06/01/1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique aux réponses faites sur ce formulaire. Elle garantit un droit d'accès et de rectification pour les données vous concernant auprès de l'organisme qui a traité votre demande.

Emplacement réservé à la Caf

Date demande : 21/10/2017



Déclaration de situation pour les prestations familiales et les aides au logement

4

► Pièces à joindre à votre déclaration

Si vous n'êtes pas encore allocataire, veuillez joindre toutes les pièces qui vous sont demandées. Attention, vous pouvez être concernés par plusieurs rubriques.

Si vous êtes déjà allocataire, veuillez joindre uniquement les pièces relatives à votre changement de situation ou à l'arrivée d'une personne à votre foyer.

La Caf ou la MSA est susceptible de vous demander des pièces complémentaires.

Dans tous les cas, pour les nouveaux allocataires	<ul style="list-style-type: none"> • un relevé d'identité bancaire (avec code BIC - IBAN) ; • un formulaire Caf ou MSA de déclaration de ressources de l'avant dernière année civile téléchargeable sur caf.fr ou msa.fr (nécessaire pour étudier vos droits aux prestations sous condition de ressources).
Si vous attendez un enfant	<ul style="list-style-type: none"> • la déclaration de grossesse établie par un praticien.
Si vous ou votre conjoint, concubin ou pacsé êtes en chômage partiel	<ul style="list-style-type: none"> • l'attestation de l'employeur ou la photocopie des bulletins de salaires des mois concernés.
Si vous ou votre conjoint, concubin ou pacsé êtes au chômage et relevez d'un autre organisme que Pôle Emploi	<ul style="list-style-type: none"> • la photocopie de la notification d'attribution ou de refus d'allocation.
Si vous ou votre conjoint, concubin ou pacsé êtes pensionné de plusieurs régimes à la fois (général, agricole...) ou d'un pays étranger	<ul style="list-style-type: none"> • la photocopie des notifications d'attribution de chacune des pensions (retraite de base et invalidité), y compris de réversion.
Pour vous et toutes les personnes de votre foyer de nationalité étrangère nées hors de France	<ul style="list-style-type: none"> • la photocopie recto-verso de la carte d'identité ou du passeport ou du titre de séjour** en cours de validité ou visa long séjour valant titre de séjour ou, en l'absence d'un de ces documents, carte de ressortissant d'un état de l'UE ou de l'EEE* ou carte du combattant (avec photo) ou livret de circulation.
Si vous êtes de nationalité étrangère autre que UE, EEE* ou Suisse	<ul style="list-style-type: none"> • pour vous : la photocopie de votre titre ou document de séjour** en cours de validité ; • et, pour vos enfants mineurs, s'ils sont nés à l'étranger : la photocopie du certificat de l'Ofii (ex. Anaem) délivré dans le cadre du regroupement familial ou du visa délivré par l'autorité consulaire et comportant le nom de l'enfant si un parent a un titre de séjour avec la mention «Scientifique» ou attestation préfectorale certifiant la régularité du séjour de l'enfant dont un parent est détenteur d'une carte de séjour temporaire avec la mention «Vie privée et familiale» attribuée au titre d'une régularisation exceptionnelle.
Si vous avez à votre charge des enfants majeurs de nationalité étrangère autre que UE, EEE* ou Suisse	<ul style="list-style-type: none"> • la photocopie de leur titre ou document de séjour** en cours de validité.
Si vous êtes demandeur d'asile, réfugié, apatride ou bénéficiaire d'une protection subsidiaire	<ul style="list-style-type: none"> • pour vous : la photocopie lisible de votre titre de séjour** en cours de validité ou récépissé constatant l'admission en France au titre de l'asile ou récépissé constatant la reconnaissance d'une protection internationale avec la décision de l'Ofpra ou de la Cour Nationale du Droit d'asile précisant le type de protection accordée ; • et, pour vous et votre conjoint : la photocopie lisible d'un acte de naissance ou, en l'absence de ce document, du document d'état civil établi par l'Ofpra ; • et, pour les enfants à votre charge : la photocopie lisible d'un acte de naissance ou, en l'absence de ce document, la photocopie du livret de famille ou du document d'état civil établi par l'Ofpra.

* Les pays de l'Union européenne (UE) et de l'Espace économique européen (EEE)

Allemagne – Autriche – Belgique – Bulgarie – Chypre – Croatie – Danemark – Espagne – Estonie – Finlande – France – Grèce – Hongrie – Irlande – Islande – Italie – Lettonie – Liechtenstein – Lituanie – Luxembourg – Malte – Norvège – Pays Bas – Pologne – Portugal – République Tchèque – Roumanie – Royaume-Uni – Slovaquie – Slovénie – Suède.

** La Caf/MSA vérifie les documents transmis auprès des services du Ministère de l'Intérieur.



2 Demande d'allocation de soutien familial

► Votre pension alimentaire

ATTENTION il est possible que vous ayez à cocher des informations dans différents cadres : lisez attentivement l'ensemble des situations.

En fonction de votre situation, veuillez vous reporter à la page 4 pour connaître les pièces à joindre. Besoin d'aide pour remplir ce formulaire ? Consultez la notice en page 5.

- 1** Vous avez un titre exécutoire qui a fixé une pension alimentaire (pour la définition du titre exécutoire, reportez-vous à la notice p. 5)

L'autre parent :

- n'a jamais payé la pension
- ne paye pas la pension régulièrement (ex. un mois sur deux). Précisez le dernier mois impayé :
Listez sur papier libre l'ensemble des paiements reçus mois par mois ainsi que le montant payé.
- ne paye plus la pension. Précisez depuis quand la pension alimentaire est impayée (mois/année) :
- ne paye pas la pension entièrement. Depuis le (mois/année) :
Listez sur papier libre l'ensemble des paiements reçus mois par mois ainsi que le montant payé.

Avez-vous engagé des démarches auprès d'un huissier de justice pour récupérer la pension alimentaire ?

- Oui Non

Si oui, pour la période du au

- L'autre parent paye intégralement la pension alimentaire :

Précisez le montant mensuel de votre pension alimentaire : _____ €

La pension est payée depuis le (mois/année) :

- 2** Vous avez conclu un accord amiable avec l'autre parent qui fixe le montant de la pension alimentaire (mais sans titre exécutoire). Vous pourriez bénéficier de l'ASF.

Précisez le montant mensuel de votre pension alimentaire : _____ €

La pension fixée dans cet accord est payée depuis le (mois/année) :

Cet accord doit être écrit et signé par les deux parents. Pour pouvoir prétendre à l'ASF, cet accord doit préciser les modalités de résidence de l'enfant et d'exercice du droit de visite et d'hébergement, le montant de la pension alimentaire, les revenus du débiteur et le nombre d'enfant dont il a la charge.

Merci de joindre une copie de votre accord et de remplir le feuillet «ASF - Déclaration d'informations sur l'accord amiable entre les parents» disponible sur caf.fr ou msa.fr.

- 3** Vous n'avez ni titre exécutoire ni accord amiable fixant le montant de la pension alimentaire et l'autre parent ne participe pas ou plus financièrement à l'entretien de votre enfant

Précisez depuis quelle date (mois/année) :

- vous ne connaissez pas l'adresse et la situation financière de l'autre parent.
- vous connaissez l'adresse et la situation financière de l'autre parent. *N'oubliez pas de renseigner ces informations en page 1.*

- Vous avez entrepris des démarches qui sont en cours :

pour faire fixer une pension alimentaire : pour vous-même pour le(s) enfant(s)

Vous souhaitez vous faire aider par votre caisse dans vos démarches pour améliorer vos relations avec l'autre parent, notamment par le recours à une médiation familiale : Oui Non

- 4** Vous avez un jugement qui ne fixe pas ou plus de pension alimentaire pour les motifs suivants mentionnés dans le jugement :

- En raison de la faiblesse ou de l'absence de ressources du parent
- En raison de l'absence d'éléments connus concernant sa situation



3 Demande d'allocation de soutien familial

► Subrogation et mandat

J'ai pris connaissance du fait que ma demande entraîne "**subrogation et mandat**" à ma caisse d'Allocations familiales/Caisse de Mutualité Sociale Agricole pour engager ou poursuivre toute action contre le parent défaillant pour obtenir le paiement de la pension mise à la charge du parent du/des enfant(s) visé(s) par la présente demande, par jugement, accord de médiation familiale homologué ou convention de divorce par consentement mutuel déposée devant notaire. Cette action pourra être engagée dès lors qu'une défaillance dans le paiement de la pension alimentaire ainsi fixée sera constatée.

Je donne également **mandat** à ma caisse d'Allocations familiales/Caisse de Mutualité sociale Agricole pour engager ou poursuivre toute action contre le parent défaillant pour obtenir le paiement :

de la prestation compensatoire ou de la pension alimentaire due pour moi-même

des subsides ou de la pension alimentaire dus pour mes autres enfants non bénéficiaires de l'Allocation de soutien familial

Précisez ci-dessous quels sont ces autres enfants :

Nom	Prénoms <i>(dans l'ordre de l'état civil)</i>	Date de naissance	Vit-il avec vous ?	A votre charge depuis le
.....	__/__/____	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	__/__/____
.....	__/__/____	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	__/__/____
.....	__/__/____	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	__/__/____
.....	__/__/____	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	__/__/____

SIGNATURE OBLIGATOIRE

Signature de l'allocataire, ou de son représentant ou de l'enfant majeur

► Déclaration sur l'honneur

Je certifie sur l'honneur l'exactitude de cette déclaration et des documents joints.

A, Le

Si le signataire est un représentant de l'allocataire, précisez ci-dessous ses nom, prénom, qualité et adresse :

SIGNATURE OBLIGATOIRE

Signature de l'allocataire, ou de son représentant ou de l'enfant majeur

Vous avez l'obligation de signaler immédiatement tout changement modifiant cette déclaration.

La Caf/MSA vérifie l'exactitude des déclarations (Article L. 114-19 du code de la Sécurité sociale). La loi punit quiconque se rend coupable de fraude ou de fausse déclaration (Articles L. 114-9 - dépôt de plainte de la Caisse pouvant aboutir à : travail d'intérêt général, amende ou peine de prison, L. 441-6 du Code pénal-prison, L. 114-17 du code de la Sécurité sociale - prononcé de pénalités).

La loi 78-17 du 06/01/1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique aux réponses faites sur ce formulaire. Elle garantit un droit d'accès et de rectification pour les données vous concernant auprès de l'organisme qui a traité votre demande.

Emplacement réservé à la Caf

Date demande : 21/10/2017



4 Demande d'allocation de soutien familial

► Pièces à joindre à votre demande en fonction de votre situation

Si vous êtes tiers-recueillant, vous devez joindre les pièces justificatives concernant chacun des parents.

	Vous devez fournir
1	<p>Vous avez un titre exécutoire qui a fixé une pension</p> <p>Copie du livret de famille à jour ou un extrait d'acte de naissance de l'enfant datant de moins de 3 mois.</p> <p>– La copie entière du ou des jugements ou de la convention homologuée par le juge ET la copie de la notification du jugement OU l'attestation de dépôt de la convention de divorce par consentement mutuel délivrée par le notaire ET l'original de la convention de divorce par consentement mutuel OU une copie exécutoire de l'acte authentique délivré par le notaire ET – la liste des versements effectués (dates et montants) sur papier libre, datée et signée ET (si vous avez saisi un huissier de justice pour recouvrer la pension) – une attestation de dessaisissement ou de mainlevée de l'huissier de justice OU – une attestation de l'huissier de justice indiquant la période pour laquelle il est mandaté pour recouvrer.</p>
2	<p>Vous n'avez aucun titre exécutoire mais vous avez conclu un accord amiable avec l'autre parent qui fixe pour chaque enfant le montant de la pension et précise les modalités d'exercice du droit de visite et d'hébergement, indique les ressources du débiteur et ses enfants qui sont à sa charge</p> <p>– La copie de l'accord amiable conclu avec l'autre parent, écrit et signé. Et pour faciliter l'étude de votre dossier, vous pouvez remplir et joindre le feuillet : « ASF - déclaration d'informations sur l'accord amiable entre les parents », disponible sur caf.fr ou msa.fr. ET Pour l'autre parent : – Une copie de sa dernière déclaration d'impôt sur le revenu ou de son dernier avis d'imposition ou du dernier avis de situation déclarative à l'impôt sur le revenu (ASDIR, pour l'autre parent non imposable) ET Pour chaque enfant de l'autre parent : – Une copie de son ou ses livrets de famille à jour faisant apparaître l'ensemble de ses enfants OU – La copie de l'acte de reconnaissance de l'enfant par ce parent OU – Un extrait de l'acte de naissance faisant mention du lien de filiation avec ce parent OU – La copie du jugement d'adoption simple par ce parent ET Pour chaque enfant majeur de l'autre parent encore à sa charge : – Une copie de la carte d'étudiant ou le certificat de scolarité pour l'année en cours OU selon les situations : – Une copie du jugement fixant une pension pour cet enfant OU – Une déclaration sur l'honneur de ce parent attestant que les ressources mensuelles de son enfant sont inférieures au SMIC ET en fonction de sa situation : – Un document de la commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées attestant du handicap de l'enfant – Un document de pôle emploi attestant que l'enfant est demandeur d'emploi – Une attestation de l'organisme d'assurance maladie justifiant que l'enfant est atteint d'une incapacité permanente.</p>
3	<p>Vous n'avez aucun titre exécutoire mais vous avez entrepris des démarches pour faire fixer une pension alimentaire devant le juge</p> <p>– Une copie de la requête avec le cachet du tribunal ou de l'assignation OU – une attestation de votre avocat indiquant qu'une pension alimentaire a été demandée OU – copie de la convocation du juge aux affaires familiales OU – la convocation au bureau d'aide juridictionnelle</p>
4	<p>Vous avez un titre exécutoire qui ne fixe pas de pension en raison de l'absence ou insuffisance de ressources de l'autre parent ou de l'absence d'éléments connus le concernant</p> <p>– La copie entière du jugement le précisant OU – la copie de l'accord homologué par le juge aux affaires familiales le précisant.</p>

Emplacement réservé à la Caf

Date demande : 21/10/2017



5 Demande d'allocation de soutien familial

Notice d'information pour vous aider à remplir ce formulaire

► A quoi sert ce formulaire ?

Il vous permet de demander l'allocation de soutien familial pour chaque enfant âgé de moins de 20 ans dont vous assumez la charge et qui se trouve dans l'une des situations suivantes :

- Soit l'enfant est orphelin de l'un ou de ses deux parents, ou n'a pas été reconnu par l'un ou ses deux parents.
- Soit l'enfant a été reconnu par l'autre parent et :

• **Ce parent ne remplit pas son obligation d'entretien depuis au moins un mois** : lorsque vous n'avez aucun titre exécutoire délivré par un juge ou un notaire et que vous souhaitez que votre CAF engage une action en recouvrement, l'engagement d'une action en justice devant le juge est nécessaire pour obtenir ce titre exécutoire et faire fixer le montant de la pension alimentaire qui sera recouvré par votre CAF ou MSA auprès de l'autre parent. Sans justification de votre part des démarches effectuées dans un délai de 4 mois, le droit à l'ASF sera interrompu. Vous pouvez dans certains cas demander une aide juridictionnelle, Pour plus d'informations, renseignez-vous auprès du greffe du tribunal de grande instance.

• **Ou ce parent ne paie pas ou ne paie plus (ou paie partiellement) la pension alimentaire fixée par un titre exécutoire depuis au moins un mois** et vous souhaitez demander une aide au recouvrement de la pension alimentaire impayée : votre caisse pourra vous verser l'ASF à titre d'avance sur la pension alimentaire due par l'autre parent. En demandant l'ASF, vous donnez subrogation et mandat exclusif à votre caisse pour engager à votre place une démarche pour obtenir le paiement de la pension alimentaire impayée auprès de l'autre parent, quel que soit son montant. Votre caisse vous reversera les sommes qu'elle aura récupérées en déduisant les mensualités d'ASF versées.

IMPORTANT : si vous avez déjà fait appel à un huissier pour obtenir le versement de la pension alimentaire, vous devez le décharger du recouvrement pour bénéficier de l'ASF. Dans cette situation, n'oubliez pas de joindre une attestation de dessaisissement ou de mainlevée de l'huissier dans laquelle il indique les périodes d'impayés de pension pour lesquelles il est mandaté pour recouvrer.

• **Un complément d'ASF peut être versé par votre CAF dans deux situations** :

- Si la pension alimentaire est fixée par un titre exécutoire, à un montant inférieur à l'Asf et intégralement payée depuis au moins un mois, un complément est versé pour atteindre le montant de l'Asf.
- Lorsque le montant de la pension alimentaire n'a pas été fixé par un titre exécutoire, le versement de ce complément est possible sous certaines conditions : le montant de la pension doit être fixé par les parents dans un accord écrit et signé précisant le choix de la résidence de l'enfant et les modalités du droit de visite et d'hébergement de l'enfant. Cet accord doit également préciser le montant de la pension alimentaire fixé pour cet enfant, les ressources et le nombre d'enfants du débiteur. Pour être éligible au complément d'ASF, le montant de la pension doit être égal ou supérieur à un seuil qui varie selon les ressources, le nombre d'enfants à charge du débiteur, le mode de visite retenu et le montant de l'Asf. Le montant fixé dans cet accord doit être intégralement payé. Le créancier doit déclarer à sa Caf ou MSA tout changement ultérieur de cet accord ou de la situation de l'autre parent débiteur de la pension alimentaire. Le complément d'Asf versé n'est pas récupéré par la caisse auprès du débiteur.

• **Votre CAF peut éventuellement considérer que l'autre parent n'est pas en mesure d'assurer l'entretien de son enfant, lorsqu'il ne dispose pas de ressources suffisantes**. On dit alors qu'il est hors d'état de faire face à ses obligations et la CAF n'engagera pas la procédure de recouvrement à son encontre. Une fois par an au moins, votre CAF ou votre MSA procédera à une vérification de la situation du débiteur. Si celle-ci a changé et qu'il est en mesure de participer à l'entretien de votre enfant et que vous ne disposez pas de titre exécutoire, il vous sera demandé d'engager des démarches en fixation de la pension alimentaire devant le juge dans un délai de 4 mois pour continuer à bénéficier de l'ASF.

► Qu'est-ce qu'un titre exécutoire ?

Un titre exécutoire, c'est :

- une décision de justice,
- une convention homologuée par le juge aux affaires familiales,
- une convention de divorce par consentement mutuel déposée au rang des minutes d'un notaire,
- un acte reçu en la forme authentique par le notaire.

Ce titre exécutoire est un document indispensable pour permettre à votre caisse de procéder au recouvrement de la pension alimentaire impayée.

► Qu'est-ce que l'obligation d'entretien d'un enfant ?

Le code civil prévoit que chaque parent a l'obligation de contribuer à l'entretien et à l'éducation de ses enfants selon le montant de ses ressources, de celles de l'autre parent, ainsi que les besoins de l'enfant. Lorsque cette obligation est fixée par un titre exécutoire, elle prend la forme d'une pension alimentaire ou d'une contribution aux charges du mariage.

Vos démarches – un dossier complet est plus vite traité. N'oubliez pas de compléter chaque rubrique de votre demande vous concernant, datez et signez-la en page 3 et pensez à joindre toutes les pièces justificatives.

Si vous demandez l'ASF pour des enfants que vous avez recueillis, remplissez cette demande en indiquant les renseignements concernant l'un des parents du ou des enfant(s) concerné(s) et, pour l'autre parent, complétez le formulaire « Demande complémentaire ASF tiers recueillant ».

Si vous n'avez pas de titre exécutoire, vous devez fournir l'accord amiable que vous avez signé avec l'autre parent débiteur de la pension alimentaire ainsi que l'ensemble des pièces justificatives mentionné au 2 de la page 4. Pour faciliter l'étude de votre dossier, vous pouvez remplir et joindre le feuillet : « ASF - Déclaration d'informations sur l'accord amiable entre les parents », disponible sur caf.fr ou msa.fr.

Si vous êtes bénéficiaire du Rsa et estimez pouvoir être dispensé par le Président du Conseil départemental d'engager des démarches en fixation de pension contre l'autre parent compte tenu de sa situation, complétez également le formulaire « Allocation de soutien familial - Demande de dispense d'engagement de procédure en fixation d'une pension alimentaire ».

A tout moment, un service de médiation familiale est à votre disposition. Il peut vous aider à dépasser un conflit avec votre ex-conjoint, concubin ou pacsé, et à trouver un accord sur les aspects concrets concernant vos enfants et liés à la séparation.

Contactez votre Caf ou votre MSA pour obtenir les coordonnées des services de médiation familiale de votre département. Pour toute information complémentaire, vous pouvez aussi consulter le site caf.fr ou msa.fr.

Emplacement réservé à la Caf

Date demande : 21/10/2017

